

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/195/Add.1

16 mars 2004

(04-1142)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DU FOURNISSEUR

Communication du Territoire douanier distinct de
Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

Addendum

1. Dans sa première communication au Comité (document G/TBT/W/195 du 12 mars 2003), le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu avait fait part de l'expérience qu'il avait acquise au cours de la première année d'application (2002) du système de déclaration de conformité du fournisseur. Il est ressorti du premier examen de surveillance du marché, effectué en août 2002, que 30 pour cent des produits ne portaient pas la marque d'inspection requise. L'une des raisons possibles de ce taux élevé de non-conformité pouvait être une absence de connaissance des prescriptions de ce nouveau système. Les fabricants pouvaient avoir interprété à tort les modifications apportées au processus de déréglementation (dans notre cas le passage d'un contrôle avant mise sur le marché à une surveillance après mise sur le marché) comme un relâchement des contrôles réglementaires et de leur application. Aussi, de nouveaux efforts ont-ils été déployés pour souligner auprès des fabricants les prescriptions du système de déclaration de conformité du fournisseur et leur expliquer les instruments dont dispose l'organe de réglementation pour les faire appliquer. Un second examen de l'efficacité du système de déclaration de conformité du fournisseur a été effectué en décembre 2003.

2. Le troisième examen triennal effectué par le Comité en novembre 2003 a prévu, au titre du programme de travail relatif aux procédures d'évaluation de la conformité, un échange de renseignements et de données d'expérience sur la mise en œuvre de la déclaration de conformité du fournisseur. À titre de contribution aux débats sur ce sujet particulier, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu souhaiterait faire part ici de l'expérience pratique qu'il a acquise à ce jour en ce qui concerne la mise en œuvre du système de déclaration de conformité du fournisseur.

3. Le deuxième examen de l'efficacité du système a permis d'identifier des domaines qui l'affectent sensiblement; c'est pourquoi nous fournissons aussi des renseignements sur les procédures suivies et l'analyse des résultats dans l'espoir que les Membres parvenus à un stade analogue dans l'application du système de déclaration de conformité du fournisseur trouveront notre expérience utile.

I. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU DEUXIÈME EXAMEN DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ EN CE QUI CONCERNE LA DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DU FOURNISSEUR

4. Des ajustements ont été apportés aux pratiques existantes en matière de surveillance du marché et une procédure a été élaborée pour aider le personnel concerné à effectuer l'examen. Celui-ci a été mené en deux étapes: 1) on a fait des vérifications de l'apparence selon la même méthode que celle utilisée en août 2002, à savoir en vérifiant si la marque d'inspection était apposée sur les produits. Le principal objectif de ces vérifications de l'apparence est de déterminer l'efficacité

des programmes de sensibilisation; 2) on a effectué des essais d'échantillons consistant à acheter des échantillons sur le marché libre et à vérifier s'ils sont conformes aux renseignements contenus dans la déclaration de conformité et le rapport technique correspondants et aussi à leur faire subir des tests physiques selon les normes applicables.

5. On a retenu pour cet examen les unités d'alimentation électrique de type interchangeable, lesquelles sont un élément clé de la compatibilité électromagnétique des ordinateurs. Des vérifications de l'apparence ont été effectuées sur 187 unités d'alimentation électrique interchangeables provenant de 91 fabricants. Les essais d'échantillons ont porté sur 21 unités provenant de 13 fabricants, qui ont été achetées auprès de différents distributeurs du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

II. RÉSULTATS DE L'EXAMEN

6. Les vérifications de l'apparence ont révélé que seul un produit sur les 187 exemplaires achetés ne portait pas la marque d'inspection requise, soit un taux de non-conformité de 0,5 pour cent. Cela signifie que pratiquement tous les fabricants d'unités d'alimentation électrique interchangeables (ci-après dénommés "les fabricants") savent que leurs produits doivent faire l'objet d'une inspection obligatoire et porter la marque d'inspection. Sur les 186 articles portant une marque d'inspection, 114 portaient la marque de déclaration de conformité du fournisseur, ce qui indique qu'environ 60 pour cent des fabricants étaient également conscients du fait que la procédure d'évaluation de la conformité avait changé et n'était plus une inspection par lots de modèle approuvés.

7. Les essais d'échantillons ont révélé que dix des 21 articles n'étaient pas conformes aux prescriptions, soit un taux de non-conformité de 47,7 pour cent. Cette non-conformité était due à l'absence de déclaration de conformité, à des divergences entre les renseignements contenus dans la déclaration de conformité et les rapports techniques, au fait que les déclarations de conformité avaient été signées postérieurement à l'achat ou bien au fait que l'essai d'induction requis en vertu de la norme CNS-13438 (équivalente à la norme CISPR 22) avait été négatif pour certains articles.

III. ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'EXAMEN

8. Dans le second examen, les vérifications de l'apparence ont donné des résultats satisfaisants par rapport à celles effectuées en 2002, qui avaient révélé un taux de non-conformité de 30 pour cent. Nous avons été satisfaits de l'efficacité apparente de nos programmes visant à sensibiliser les fabricants au nouveau système. Ces programmes ont souligné que c'était aux fabricants qu'incombait la responsabilité de se conformer aux prescriptions et expliqué les outils dont dispose l'autorité de réglementation pour en assurer le respect.

9. Par contre, le taux élevé de non-conformité révélé par les essais d'échantillons a donné lieu à de sérieuses préoccupations quant à l'efficacité du système de déclaration de conformité du fournisseur pour atteindre les objectifs légitimes qui étaient fixés, en particulier lorsque cette non-conformité ne pouvait plus être attribuée à une absence de prise de conscience, comme le confirmaient les résultats des vérifications de l'apparence. On peut classer la non-conformité en trois catégories: 1) divergence entre l'échantillon acheté et les renseignements contenus dans les documents correspondants, mais sans que l'essai soit négatif; 2) renseignements concordants, mais essai négatif et 3) divergence des renseignements et essai négatif. Ces trois situations constituent toutes des violations de la réglementation; on en a établi les raisons possibles pour déterminer quelles mesures pouvaient être prises. Ces raisons sont les suivantes: négligence de la part du fabricant qui a confondu des produits similaires ciblant des marchés différents; inefficacité du contrôle de la qualité dans le processus de fabrication devant l'impossibilité de produire des produits conformes à l'échantillon soumis aux essais; problème des "échantillons d'or", produits délibérément pour les

essais; apposition frauduleuse de la marque d'inspection; et mise sur le marché de produits sans essais préalables.

10. Les mesures envisagées pour corriger ce taux élevé de non-conformité sont les suivantes: fourniture d'une assistance aux fabricants pour qu'ils prennent des mesures correctives, renforcement du programme de surveillance et imposition de sanctions en fonction de la nature et de l'origine de la non-conformité. L'imposition de sanctions pourrait être l'outil le plus efficace pour décourager les fabricants/importateurs d'enfreindre les lois ou règlements, mais nous estimons aussi que les relations entre l'autorité de réglementation et les fabricants et/ou les importateurs doivent être des relations de collaboration. En cas d'infraction, des sanctions sont prévues aux articles 59 à 64 de la Loi sur l'inspection des produits. Les infractions pour absence de documentation technique, non-exécution d'essais ou déclarations fausses ou incorrectes sont passibles d'une amende de 200 000 dollars NT (environ 5 970 dollars EU) à 2 000 000 de dollars NT (environ 59 700 dollars EU). En outre, les lois et règlements pertinents ont été revus pour identifier les lacunes éventuelles et les modifications qui permettraient d'y remédier.

IV. CONCLUSION

11. En raison de la faible quantité disponible de données empiriques, nous avons décidé d'adopter une méthode empirique pour mettre en œuvre le système de déclaration de conformité du fournisseur. Nous avons estimé que même si les résultats ne sont pas très positifs à ce stade (avec un taux de non-conformité de 47 pour cent), il n'en serait pas moins utile de partager avec les Membres l'expérience acquise à ce jour, notamment compte tenu des futures discussions que prévoit le Comité au sujet de la déclaration de conformité du fournisseur. Il est évident qu'en dehors des avantages que ce système peut apporter en matière de facilitation du commerce, il existe des contraintes dont il faut tenir compte pour qu'il donne de bons résultats sans que la protection des consommateurs ne s'en trouve compromise. Ces contraintes varient selon les sociétés et ce n'est que par l'échange de données d'expérience empiriques que l'on peut acquérir une compréhension détaillée du système de déclaration de conformité du fournisseur.
